

Si j'étais Président, voilà ce que je dirais aux voilées et aux barbus



Voici ce que j'aurais dit aux voilées et aux barbus-kamis-Nike-Ray-Ban, si j'étais Président : "Ici ce ne sont pas vos lois qui font loi ; si vous voulez nous imposer les vôtres, allez le faire ailleurs où ils sont déjà loi. Sauf que vous ne pourrez plus jamais bénéficier de nos lois sociales que Mahomet lui-même se serait laissé séduire par elles et aurait renoncé à l'islam si elles avaient existé en son temps. Au nom de cette générosité qui vous a ouvert grandement les portes du vrai paradis – car celui de votre Coran est un leurre – vous avez le devoir de respecter l'ordre républicain en évitant de vous faire remarquer avec vos signes ostentatoires.

Plus vous persistez dans la voie du communautarisme, plus vous nourrissez les sentiments de défiance et de rejet à votre égard jusqu'au jour où la coupe sera pleine et risquera de provoquer un séisme dont personne ne peut préjuger de la

gravité pour vous. Vous êtes en train de scier vous-mêmes la branche sur laquelle vous êtes assis et de créer vos propres ennemis. Les gens ne demandent rien que de vous faire discrets dans l'espace public et de ne pas faire de vos porte-étendards une expression affichée de votre haine de leurs valeurs et de leur identité.

Vous savez très bien que vos signes extérieurs sont des signes non dénués d'arrière-pensée politique et idéologique. Ils ne peuvent pas être libres ici et obligatoires sur leurs terres. Vous ne pouvez pas les revendiquer comme marqueurs identitaires alors que ni vos mères et pères ne les exhibaient pas plus tard qu'avant cette fichue Révolution iranienne, la source de tous les maux actuels de l'humanité. Vous ne pouvez ignorer qu'en Iran et en Algérie des femmes montent au créneau pour dire stop au voile qui n'est pas plus religieux que Mahomet n'est le pionnier de la conquête de l'espace, dont vous avez une vérité absolue.

Vous êtes, autant que vos barbus sans moustaches, de mauvaise foi et des tartufes. Perfides et dangereux pour la paix civile.

Salem Benammar